

# Sommes-nous prêts à vivre avec moins d'eau ?

[La Croix] Ludovic Séré, le 25/07/2019 à 17:51

<https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Environnement/Secheresse-sommes-nous-prets-vivre-moins-deau-2019-07-25-1201037593>

**Économiser et mieux partager l'eau, préserver nos milieux humides : la deuxième séquence des assises de l'eau a fixé, début juillet, un objectif de réduction des prélèvements d'eau de 10 % en 5 ans et de 25 % en 15 ans. Une trajectoire qui devrait pousser tous les acteurs à repenser leur rapport à l'eau.**

Quelles adaptations dans une France de plus en plus aride ? Sur fond de réchauffement climatique et d'artificialisation croissante des sols, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) prévoit une baisse de 10 à 25 % de l'alimentation des nappes phréatiques à l'horizon 2045-2065 en France. Dans le même temps, l'augmentation des températures va entraîner une hausse de la demande en eau potable et en eau d'irrigation.

---

**À lire aussi :** [Sécheresse: « On ne peut pas prendre le risque de ne plus avoir d'eau »](#)

La question d'une meilleure utilisation de l'eau va donc devenir centrale. Tous les acteurs, du citoyen à l'industriel en passant par l'agriculteur, vont être obligés de repenser leurs pratiques pour économiser cette ressource qui se raréfie et trouver un équilibre durable dans leur manière de consommer de l'eau.

## **Le monde agricole au centre du débat**

Alimentation du bétail, irrigation des cultures, nettoyage des équipements... L'agriculture est le secteur le plus gourmand en eau, puisqu'elle absorbe à elle seule la moitié de la consommation d'eau en France. Cette

consommation a cependant « déjà baissé de 30 % depuis 10 ans avec des surfaces identiques », assure Luc Servant, président de la chambre d'agriculture de la Charente-Maritime.

Une des pistes privilégiées pour éviter de pomper dans les nappes phréatiques pendant l'été est le stockage. « Stocker de l'eau l'hiver quand elle est disponible et moins rare pour la réutiliser l'été nous permettrait de connaître les volumes disponibles à l'avance », explique Luc Servant.

Une pratique encouragée par le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume, qui veut « autoriser la construction de retenues d'eau à multi-usages qui doivent permettre l'irrigation de l'agriculture ». Pour Thierry Caquet, directeur scientifique environnement de l'institut national de la recherche agronomique (Inra), cette pratique « pourrait être viable une dizaine d'années ». « Mais c'est une solution locale qui ne peut s'imposer comme un modèle à grande échelle. »

Comme le soulignent les associations de défense de l'environnement, le stockage n'est en effet pas une solution pérenne, puisqu'elle n'entraîne pas de baisse de la consommation, et empêche un changement durable de modèle agricole. Elles plaident notamment pour le développement de l'agroécologie qui repose sur des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et de la biodiversité, mais n'est pour le moment pratiquée que par 10 à 15 % des agriculteurs.

---

À lire aussi : [Que fait la police... de l'eau ?](#)

« Il faudrait revoir les systèmes de cultures en changeant d'espèces par exemple et en diversifiant les pratiques », estime aussi Thierry Caquet. Il cite notamment le sorgho, cette plante cultivée pour produire des grains ou du fourrage, bien moins gourmand en eau que le très critiqué maïs. « Il faut passer de la logique de maximisation des rendements à celle de stabilisation des rendements », relève-t-il encore.

## **L'industrie n'est pas révolutionnaire**

Représentant 25 % de la consommation totale d'eau, l'industrie française est, elle, bien consciente du risque de stress hydrique. « *Si on manque d'eau et que l'on doit faire un choix entre la ville qui boit et l'industrie qui fonctionne, c'est la ville qui va boire* », formule Claire Tutenuit, déléguée générale du groupe de réflexion Entreprises pour l'environnement. Selon elle, les deux plus gros consommateurs sont « *l'agroalimentaire avec le lavage des produits et des installations et les chimies par évaporation, comme le secteur pharmaceutique par exemple* ».

Dans l'industrie, la tendance serait cependant déjà à une baisse de l'utilisation de l'eau – passée de 3,6 à 2,7 milliards de mètres cubes entre 2000 et 2013 – et même à « *la réutilisation de l'eau* » et à « *la fermeture des circuits* ». Le coût des traitements et de l'épuration des eaux avant rejet incite en effet certaines industries à réutiliser l'eau. Les autres pistes d'amélioration ne sont « *pas révolutionnaires* » détaille Claire Tutenuit: « *Il faut consommer moins tout simplement, en installant des compteurs et en changeant les habitudes des travailleurs qui avaient tendance à ne pas faire attention au gaspillage.* »

## **Des centrales nucléaires à l'arrêt**

L'annonce, lundi 22 juillet, de la fermeture des réacteurs de la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne) a démontré que le nucléaire est aussi concerné par cette bataille de l'eau. En réalité, le secteur n'en consomme au final que peu car la très grande majorité de cette eau n'est utilisée que pour le refroidissement des réacteurs avant d'être rejetée dans le milieu naturel, en l'occurrence les rivières.

Les centrales génèrent néanmoins un problème spécifique: l'eau qu'elles pompent en amont est rejetée en aval à une température bien plus élevée, ce qui participe au réchauffement des rivières. « *Les centrales sont soumises à*

des réglementations strictes posées par l'Agence de sûreté nucléaire (ASN) en ce qui concerne les températures des fleuves à ne pas dépasser », rassure Valérie Faudon, déléguée générale de la société française de l'énergie nucléaire (Sfen). Par exemple, à Golfech, la Garonne ne doit pas dépasser les 28 °C. Si cette température est atteinte, la centrale est forcée de stopper son activité. C'est ce qui s'est passé cette semaine.

Des projets d'amélioration des centrales afin de « réduire l'augmentation de température de l'eau » sont en cours afin de limiter l'impact de l'activité sur les écosystèmes. Néanmoins, selon la Sfen, « les canicules et les périodes de sécheresse lors des dix dernières années ont eu un impact inférieur à 0,3 % sur le fonctionnement des centrales en France ». Et Valérie Faudon de poser la question: « Est-ce que ça vaut le coup de lancer des travaux extrêmement coûteux pour quelques jours d'exploitation en plus ? »

### **Une tarification incitative pour les particuliers**

Dernier secteur de consommation: les collectivités locales et les particuliers qui absorbent, comme l'industrie, 25 % de l'eau en France. Pour faire baisser ce chiffre, « l'accent doit être mis sur la sensibilisation », selon Régis Taisne, chef du département Cycle de l'eau de la fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

D'où le projet de mettre en place des ambassadeurs de l'eau, comme cela existe déjà à Rennes: « L'idée est d'avoir des médiateurs qui accompagnent les usagers vers une consommation plus appropriée. » Des réunions pourraient aussi être organisées « afin de créer du lien social autour de l'eau », ajoute Séverine Gorszczyk, chargée de mission chez France eau publique.

---

**À lire aussi :** [Aléas climatiques: Didier Guillaume souhaite une assurance "généralisée" des agriculteurs](#)

Une autre piste, discutée pendant les assises de l'eau, est la mise en place d'une tarification incitative. Deux formules existent. D'abord, la tarification

progressive : plus on consomme et plus le prix au mètre cube augmente. « *Elle peut toutefois pénaliser les familles nombreuses qui consomment naturellement plus d'eau* », remarque Régis Taisne.

La deuxième option est la tarification saisonnière, avec des prix plus importants en période tendue. « *Elle existe déjà dans certaines communes du Pays basque, comme Saint-Jean-de-Luz.* » Pour Régis Taisne, la difficulté réside alors dans la conjugaison « *de l'efficacité environnementale et de la justice sociale* ».

---

## **La raréfaction de l'eau en France**

**Le débit moyen des cours d'eau** pourrait être réduit de 10 à 40 % d'ici un demi-siècle.

**67 % des zones humides métropolitaines** ont disparu depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle dont la moitié entre 1960 et 1990.

**Chaque année, 65 000 hectares sont artificialisés** en France, ce qui empêche la pénétration de l'eau pluviale dans les sols et menace la biodiversité.

**La France réutilise 19 000 mètres cubes d'eau usée** par jour en moyenne. C'est très peu par rapport aux 800 000 mètres cubes réutilisés, par exemple, par l'Italie.

**Un habitant français** consomme en moyenne 52 779 litres d'eau potable par an.

*Source : Assises de l'eau*